



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

20 | 2013-2
Barrières frontalières

Le 38^e parallèle nord et la dyade coréenne : origines et mutations d'une barrière frontalière

The 38th Parallel North and the DMZ: History and Mutations of a Border Wall

Laurent Quisefit



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2698>

DOI : [10.4000/espacepolitique.2698](https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2698)

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Bibliothèque Universitaire des langues et civilisations



Référence électronique

Laurent Quisefit, « Le 38^e parallèle nord et la dyade coréenne : origines et mutations d'une barrière frontalière », *L'Espace Politique* [En ligne], 20 | 2013-2, mis en ligne le 18 juillet 2013, consulté le 21 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2698> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2698>

Ce document a été généré automatiquement le 21 juillet 2020.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Le 38^e parallèle nord et la dyade coréenne : origines et mutations d'une barrière frontalière

The 38th Parallel North and the DMZ: History and Mutations of a Border Wall

Laurent Quisefit

« La guerre de Corée, déclenchée par la Corée du Nord contre la Corée du Sud en 1950, est un épisode important qui illustre la politique des Etats-tampons lorsque l'une des grandes puissances qui l'encadrent veut se servir d'un tampon comme d'une 'marche extérieure'. »
(Gottman, 2007, p. 141)

- 1 Le 38^e parallèle nord sépare la République de Corée (Sud) de la République populaire et démocratique de Corée (Nord, RPDC), divisant la péninsule en deux entités territoriales sensiblement égales au regard de la superficie du moins¹. La décision initiale, prise dans une optique temporaire par les deux superpuissances à la fin de la Seconde Guerre mondiale, se transforma progressivement en une ligne de démarcation fermée, puis en une véritable frontière durant l'été 1948.
- 2 Niée par les deux camps pendant la guerre de Corée, c'est cette même ligne qui fut reprise pour l'armistice, au prix d'ajustement mineurs, lourds de périls pour les populations concernées.
- 3 L'armistice du 27 juillet 1953 définissait l'établissement d'une zone démilitarisée de deux kilomètres de chaque côté de la frontière. En réalité, cette démilitarisation cachait l'établissement de défenses en profondeur, de champs de mines, de moyens d'observation, de contrôle et de combat sans cesse perfectionnés.

- 4 L'armistice ne fit qu'arrêter l'affrontement direct des masses de combattants. Il ne signifia pas la fin des combats qui, sous la forme d'incidents répétés, endeuillèrent ou alarmèrent les forces veillant à la tranquillité de leurs concitoyens.
- 5 De plus, le 38^e parallèle revêt une importance cruciale dans sa dimension maritime, particulièrement dans la Mer Jaune, où les eaux territoriales étroites sont le théâtre d'incidents aussi nombreux que souvent mal compris. Aussi est-il nécessaire de poser la question des origines d'une telle situation, de la cause de ces incidents, et des forces en œuvre, dans le long terme.

Un découpage provisoire et des appréhensions

- 6 L'âpreté des combats d'Okinawa amena les États-Uniens à surestimer les capacités militaires du Japon et à requérir l'aide de l'URSS. C'est à Potsdam que le principe d'une intervention russe dans le Pacifique fut établi. Les Soviétiques «libérèrent» donc la Corée à partir du 9 août 1945, intervention opportuniste qui permit à l'URSS d'installer au nord de la Corée et en Mandchourie des bases solides pour ses partisans, sans remettre en cause la fin de la guerre.
- 7 Les nécessités techniques relatives au désarmement des troupes japonaises en Mandchourie et en Corée menèrent les États-Uniens à proposer aux Soviétiques l'établissement de zones temporaires de compétence. A l'origine, l'US Navy espérait inclure Dairen (Port Arthur) dans la zone américaine. Or Washington souhaitait tracer une ligne que les Russes voudraient bien accepter sans atermoyer et qu'ils pourraient donc respecter. Le général George A. Lincoln² s'opposa fermement à la proposition de la Navy, qui convoitait Port-Arthur sans comprendre le capital symbolique attaché à cette base chez les Russes depuis sa perte en 1905, et son importance stratégique lorsque Vladivostok était pris par les glaces d'hiver.
- 8 Entretemps, les troupes soviétiques poursuivaient leur marche victorieuse en direction du sud, de sorte qu'une course de vitesse était engagée entre une proposition américaine de partage des zones de compétence et la progression des troupes soviétiques sur le terrain. Les premières forces alliées occidentales se trouvant encore à plus de 1000 km de la Corée, il fallait rabattre les prétentions américaines. De plus, lors des négociations préliminaires entre le GuoMinDang et les Soviétiques, en juillet 1945, Staline avait affirmé les intérêts prééminents de l'URSS sur Dairen et sur le chemin de fer Sud-mandchourien ; il avait réclamé très fermement à la Chine la cession à bail de Port Arthur. Ces revendications n'étaient pas négociables et devaient absolument être satisfaites après la reddition du Japon (Kim, 2009, p.106).
- 9 Dès juillet 1945, la division des plans de l'Etat-major américain avait travaillé sur différents projets de partage de la Corée en zones de tutelle attribuées respectivement aux Soviétiques, aux États-Uniens, aux Britanniques et aux Chinois (Shin, 2002, p.221 ; Shin, 1990, p. 90 sq), et couvrant une partie de la Mandchourie et la Corée.
- 10 Le projet le plus complexe, prévoyant quatre zones d'occupation, donnait au Royaume-Uni les provinces de Pyŏngan et de Hwanghae, à la Chine les provinces agricoles de Chŏllado et de Ch'ungch'ŏng-namdo ; l'URSS devait occuper le nord-est, principalement le Hamgyŏngdo et le Kangwŏndo, sans Wŏnsan : les Russes devaient se contenter des ports de Rajin et de Hamŭng. Les États-Uniens, entendaient s'emparer des provinces de Kyŏngsangdo, du port de Wŏnsan et de sa région, mais aussi de Séoul et du port d'Inch'ŏn.

Washington entendait contrôler non seulement Pusan, principal port en face du Japon, mais encore Séoul, Inch'ôn, le grand port de la Mer Jaune, et la riche région rurale de Kyöngsangdo ; dans le nord, la région de Wönsan possédait en outre des industries développées par les Japonais.

- 11 Une division en deux zones, soviétique et américaine, reposant sur une partition sur le 38^e parallèle, fut en définitive adoptée, en raison de l'éloignement des Britanniques et de la réticence des nationalistes chinois à distraire des troupes pour une occupation étrangère, alors que les communistes occupaient déjà toute la Mandchourie.
- 12 Finalement, le 38^e parallèle fut choisi au Pentagone, empiriquement mais non sans logique, par deux officiers d'Etat-Major appartenant au Comité de Coordination Diplomatie-Armée-Marine, tard dans la nuit du 10 au 11 août 1945, en se fondant sur une mauvaise carte civile qui offrait peu de détails sur la morphologie réelle du pays. Aucun des deux officiers n'était un expert des choses coréennes, mais il semblait utile que Séoul fût dans le secteur étasunien. De plus, une zone d'occupation réduite était nécessaire, l'US Army ne désirant pas stationner trop de troupes en Corée (Rusk, 1990, p.124).³
- 13 La Navy avait désiré décaler la ligne de démarcation sur le 39^e parallèle, avec le soutien du Secrétaire d'Etat à la Marine Forrestal⁴ ; cela déséquilibrait encore plus le découpage, de sorte que la délimitation sur le 38^e parallèle parut finalement préférable.
- 14 En réalité, la proposition étasunienne permettait de sauver la Corée d'une conquête soviétique totale (Kim, 2009, p.122) à laquelle Truman n'aurait pu s'opposer.

La Corée sous tutelle

- 15 A la Conférence de Yalta (4-11 février 1945) (Funk, 1995), Roosevelt avait proposé à Staline que la Corée soit placée après la victoire sous un régime de tutelle internationale (trusteeship) auquel l'URSS, éventuellement, pourrait participer. Cette tutelle devait être temporaire, et ne durer que vingt à trente ans, le temps de former une classe politique en Corée⁵.
- 16 La Royaume-Uni⁶, les États-Unis et la République de Chine devaient participer à cette tutelle. Roosevelt avait prévenu les risques de tension internationale en prônant la neutralisation de la péninsule, et en proscrivant tout stationnement de troupes étrangères. « Cette solution avait apparemment donné satisfaction à Staline, qui avait seulement remarqué que plus brève serait cette période de tutelle, mieux ce serait » (Joyaux, 1985, p.28).
- 17 En mai 1945, Harry Hopkins (1890-1946)⁷, à la demande de Truman, s'était rendu à Moscou pour en discuter avec Staline. Le 28, il câblait au président étasunien l'accord du maître du Kremlin sur la cotutelle quadripartite. Dans l'esprit des décideurs de Washington au moins, la Corée paraissait incapable de se gouverner par elle-même.
- 18 La Corée, fut dépecée par commodité factuelle en raison d'un crime qu'elle n'avait pas commis, tandis que le Japon, pourtant coupable d'avoir colonisé la Corée et initié une guerre d'agression, se voyait épargner, guerre froide aidant, les souffrances d'une division. Staline avait un temps espéré occuper Hokkaido, la grande île du nord, mais avait dû déchanter (Kim, 2009, p.123).
- 19 Le tracé, rectiligne, tranchait dans le vif de la réalité coréenne, à travers provinces, villes et villages, fermes, champs et rizières, interrompant durablement la vie tranquille des

habitants de ce qui n'allait pas tarder à devenir une zone frontière. De plus, à l'ouest, il créait, avec la péninsule d'Ongjin, une région enclavée, indéfendable pour le sud. Le 2 septembre 1945, le général MacArthur publiait son "ordre général n° 1" qui annonçait officiellement la ligne de démarcation au 38^e parallèle.

- 20 A Séoul, Yŏ Un-hyŏng (1885-1947), un nationaliste de gauche (Yi, 1997, p.805) et l'un des fondateurs du gouvernement provisoire coréen de Shanghai en 1919 (*Hanguksaron*, 1983) avait accepté à la demande du gouverneur japonais de constituer un gouvernement de transition et fonda dès le 16 août le «Comité pour la préparation de l'État», Kŏnguk Chunbi wiwŏnhoe, regroupant surtout des leaders de gauche et des centristes, assortis de quelques conservateurs modérés (Joyaux, 1985, p.236 ; Yŏksahak, 1996, p.236). Les comités populaires constitués dans les provinces avaient l'expérience nouvelle d'une administration régionale autonome (Yŏksahak, 1996, pp.236-237).
- 21 En septembre, les Étanusiens vinrent désarmer les troupes japonaises. Ils trouvèrent à Séoul une République populaire de Corée⁸, dont Yi Sŏngman (Syngman Rhee, 1875-1965) encore aux États-Unis, fut nommé président. Yŏ Un-hyŏng en était le vice-président et Kim Ku (1876-1949), ancien président du gouvernement provisoire⁹, bien qu'encore en Chine, le ministre de l'Intérieur (Yŏksahak, 1996, p. 237-239). Les États-Unis refusèrent de reconnaître le gouvernement en exil, malgré sa détermination à combattre le Japon, et les appels qui s'étaient élevés aux États-Unis même en faveur de ce gouvernement, pendant la guerre du Pacifique (Dunn, 1944, p.198-199).
- 22 Dans la zone sous leur contrôle, les Soviétiques avaient immédiatement reconnu le « Comité pour la préparation de l'État » et incitèrent les cadres coréens formés en URSS à collaborer avec lui et à envoyer des délégués à l'Assemblée populaire. Les Soviétiques délèguèrent d'ailleurs aux représentants de ces comités la plupart des pouvoirs exécutifs et s'abstinrent d'instaurer un gouvernement d'occupation. Cela ne les empêcha nullement d'exercer un contrôle étroit sur les activités politiques.
- 23 La ligne délimita donc deux zones de compétences, placées sous la tutelle de l'Union Soviétique et des États-Unis, aux termes des décisions prises, sans consultation avec les Coréens, à la Conférence de Moscou¹⁰, en décembre 1945. La frontière intra-coréenne commença par n'être qu'une simple ligne vaguement délimitée par quelques panneaux de signalisation, gardée pendant la phase d'occupation par des gardes étanusiens et soviétiques. Elle restait encore perméable¹¹, surtout dans le sens nord-sud. Les représentants russes de la commission mixte de tutelle installée à partir de 1946 franchissaient régulièrement la ligne pour aller siéger à Séoul. On vit même le général russe Shtykov¹² participer à la réception donnée par le Consulat de France à Séoul, le 14 juillet 1947¹³.
- 24 En 1947, pourtant, la commission mixte soviéto-américaine se révéla incapable de gérer les affaires coréennes. D'une part, la question du choix des représentants coréens à la future assemblée consultative coréenne, destinée à organiser le futur gouvernement provisoire coréen achoppa, les Soviétiques refusant de considérer comme « démocratiques » les mouvements défavorables à la tutelle. Or, les milieux conservateurs coréens s'y opposaient fermement et auraient été totalement exclus du débat. Malgré un accord intervenu le 18 avril, acceptant la consultation de toute organisation prête à coopérer avec la Commission mixte (Joyaux, 1985, p.92), les Soviétiques rompirent la négociation *sine die* le 8 mai¹⁴, rejetant sur les États-Unis la responsabilité de cet échec (Hu, 1953, p.81). Le processus se grippa et le général Marshall, Secrétaire d'Etat américain, s'en ouvrit à Molotov, son homologue russe, dans une lettre du 8 avril 1947, pour que le

processus soit ranimé à partir du 21 mai 1947. Cette fois, la question du nombre des délégués et leur représentativité anima la dispute. La négociation achoppa jusqu'à l'automne¹⁵. Le 18 octobre, la Commission se sépara définitivement. Les Soviétiques ayant refusé l'établissement d'un consulat américain à Pyongyang, les États-Uniens expulsèrent par réciprocité le consul général soviétique, mesure peu propice à l'amélioration des relations bilatérales.

- 25 En 1948, lorsque le gouvernement d'occupation américain commença à organiser les élections générales de la zone sud, placées sous l'égide de l'ONU, plusieurs personnalités politiques coréennes de premier plan, notamment des résistants comme Kim Ku (Quisefit, 1992) ou Kim Kyu-sik (1881-1950), se rendirent au nord pour trouver un moyen d'organiser des élections dans toute la péninsule. Il s'agissait « d'explorer les voies de l'unification des deux zones » (Joyaux, 1985, p. 96). Kim Kyu-sik (Yi, 1992), le président de l'Assemblée législative provisoire, et Kim Gu, ainsi que de nombreux dirigeants de gauche ou modérés, répondirent favorablement à cet appel, ce qui leur valu ensuite les foudres du gouvernement conservateur institué peu après.¹⁶ Cette Conférence des Quatre Kim (4 *Kim hoedam*) qui réunissait Kim Gu, Kim Kyu-sik, Kim Il-sŏng et Kim Du-bong¹⁷, se tint du 19 au 30 avril 1948 avec 545 délégués dont 240 pour la Corée du Sud, ce qui ne permettait pas d'établir une représentation au prorata de la répartition géographique de la population entre les deux zones. La Conférence se termina par différentes résolutions exigeant, notamment, le retrait simultané des troupes d'occupation étrangères du sol coréen. Elle ne manqua pas de protester contre ces élections préparées de manière unilatérale au sud, et donc « illégales » selon elle, dénonça le risque de guerre civile, et prôna la mise en place d'un gouvernement commun aux deux zones (McCune, 1948, p.201).

Deux Etats et une drôle de guerre

- 26 Les élections du 10 mai 1948 portèrent au pouvoir une assemblée provisoire dirigée par Yi Sŏngman, bientôt élu président, qui proclama la République de Corée, à Séoul, le 15 août 1948. Les partis de gauche avaient boycotté le vote et organisé leurs propres consultations clandestines. La féroce répression policière, l'usage de la torture, favorisèrent les révoltes dans diverses régions.
- 27 Dans la région de Chiri-san, une mutinerie éclata dans une unité de l'armée aux premières heures du 20 octobre 1948, lorsque des soldats apprirent qu'ils partaient réprimer la rébellion de l'île de Chejudo, au sud-ouest de la péninsule (Quisefit, 2009). Les insurgés se réfugièrent dans les montagnes de Chiri-san, où ils établirent un maquis. Le gouvernement sud-coréen fut contraint de proclamer la loi martiale dans la région. En août 1949, les cinq régions de Chiri-san, Odaesan, les Monts T'aebaek, Tonghae-an et Chungbu abritaient des maquis communistes¹⁸ qui menaient des raids sur des grandes villes comme Chinju et Kwangju (Kajimura, 1988, p.211). Le 7 août 1949, les soldats de l'armée sud-coréenne combattirent 200 guérilleros près de Bonghwa (Gyŏngsangbukdo), revendiquant 32 rebelles abattus. Le 19 août, 190 rebelles attaquèrent des unités de police près d'Ŭisŏng, tuant 11 policiers et libérant les prisonniers capturés par les forces de l'ordre. A Kochang, dans le Sud-Gyŏngsangdo, 100 rebelles assaillirent l'hôtel de police, tuant 9 policiers et libérant 70 prisonniers. De nombreux heurts sanglants eurent lieu dans toute la région¹⁹. Le 21 septembre 1949, l'attaché militaire à Tokyo rapportait que plus de 600 rebelles avaient été tués dans les opérations des forces gouvernementales, qui

commençaient à remporter des succès. Ces attaques étaient orchestrées par des professionnels entraînés par Pyongyang²⁰. Malgré ces succès, le 2 novembre 1949 encore, 3000 guérilleros ont attaqué le port de Chin-ju.²¹

- 28 Parallèlement au développement et à la répression des guérillas, la Corée du Sud se trouvait confrontée à un grave problème d'infiltrations le long du 38^e parallèle, effectuées par des équipes de plusieurs centaines de partisans venus du Nord, parfois soutenus par des unités de l'armée régulière de Corée du Nord²² ; il fallut envoyer des renforts. Pourtant, selon Simmons, un reporter du Chicago Tribune, un changement de stratégie avait augmenté les succès des forces gouvernementales, de sorte qu'en dépit des l'infiltration de « terroristes » de la RPDC, la violence reculait peu à peu. L'armée coréenne s'étant considérablement aguerrie, le contrôle gouvernemental paraissait s'établir fermement sur le pays. Les autorités sud-coréennes, craignant une percée des partisans, ajournèrent à plusieurs reprises le départ des forces étasuniennes de Corée²³.
- 29 Les Soviétiques étaient partis en décembre 1948²⁴. Les Étatsuniens évacuèrent leur hommes en juin 1949, hormis 500 conseillers militaires²⁵ destinés à l'instruction d'une armée sud-coréenne, forte de 114 000 hommes (mars 1949), mais dépourvue de tout matériel lourd ou de soutien aérien, en dépit de demandes répétées auprès de Washington.

La guerre de Corée : la double négation du 38^e parallèle

- 30 La guerre de Corée vit la négation de la frontière du 38^e parallèle, limite imposée à la fin de la guerre par les vainqueurs du Japon. La reconnaissance du seul gouvernement de Séoul par l'ONU en décembre 1948²⁶, après les élections de mai en zone sud, et le refus d'accepter les inspections onusiennes au nord (Hu, 1953) ne donnèrent de légitimité qu'au Sud.
- 31 Le 25 juin 1950, à l'aube, l'armée de la RPDC envahissait le Sud, à l'issue d'une intense phase de préparation, orchestrée dès 1948 et soutenue par des conseillers russes (Kim, 1994, p.28). Cette offensive générale fut justifiée sur le plan international par une attaque venue du Sud²⁷. Selon la vulgate nord-coréenne, Kim Il-sŏng aurait donc envahi le sud en réponse à une violation du 38^e parallèle. En réalité, on voit mal comment l'armée sud-coréenne aurait pu se lancer dans une conquête du nord, sans char ni aviation, avec une artillerie symbolique. Cette situation était due à la prudence américaine, soucieuse d'éviter que Yi Sŏngman n'attaque la RPDC. En effet, non seulement le président Yi prônait l'unification et la conquête du nord, soutenu en cela par les lobbies chrétiens et les réfugiés de Corée du nord, mais ses discours véhéments prônaient une réunification armée de la péninsule, à telle enseigne que le Pentagone et la diplomatie étasunienne hésitaient à fournir des armées au régime de Séoul, en dépit de demandes réitérées (National Unification Board, 1981).
- 32 Dès le 7 mars 1949, Kim Il-sŏng affirmait qu'il était possible de réunifier la péninsule par les armes. Staline avait à cette date refusé toute attaque, arguant des faiblesses militaires du Nord, de l'accord soviéto-américain sur le 38^e parallèle, et du risque d'une intervention américaine²⁸. Le Kremlin avait aussi prévenu Kim Il-sŏng qu'une tentative de libération du Sud devrait prendre la forme d'une contre-offensive, après une attaque de l'adversaire, pour justifier une telle action (Bajanov, 1996, p. 87). Les Nord-Coréens avaient

tenté à plusieurs reprises de convaincre les Soviétiques en août et en septembre que les voies pacifiques étaient épuisées, que le peuple coréen désirait sa libération et que les forces armées du Nord étaient supérieures à celles du Sud. En outre, selon Kim Il-sŏng, le retrait des forces d'occupation américaines rendait nulle la ligne du 38^e parallèle (Bajanov, 1996, p. 87). La victoire de Mao en Chine modifia l'appréciation de Staline qui décida, non sans arrières-pensées (Donggil, 2011), d'accorder son soutien à la réunification armée de la Corée, prônée par Kim Il-sŏng. La situation au sud paraissait propice : des maquis communistes, alimentés par la répression des forces conservatrices contre les gauches, rôdant dans les montagnes. En ce sens, Kim Il-sŏng pensait que la Corée du Sud tomberait comme un fruit mûr après la prise de Séoul²⁹.

- 33 Kim Il-sŏng a mésestimé la volonté de combattre et les capacités de réaction des Etats-Unis, comme la puissance de ses alliés. La guerre courte consistant à prendre Séoul pour renverser le « président traître »³⁰ va s'enliser avec la résistance acharnée de Sud-Coréens pourtant surclassés par l'armée nordiste et l'intervention des Etats-Unis et de l'ONU.
- 34 Le 25 juin 1950, à New York³¹, le Conseil de Sécurité de l'ONU condamne l'agression caractérisée et la « rupture de la paix » par la RPDC, à travers sa résolution n° 82³²; deux jours plus tard, un nouveau vote « recommande aux Membres de l'Organisation des Nations Unies d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales »³³. Le boycott soviétique des séances du Conseil, destiné à soutenir l'octroi du siège de membre permanent du Conseil à la Chine de Mao, explique l'absence d'opposition russe au vote. Loin d'être une erreur de Staline, ce dernier semble avoir élaboré une stratégie directe pour attirer les Américains en Corée et les y affaiblir, ainsi que Mao (Donggil, 2011, p.111-112). Le 7 juillet, un pas décisif fut franchi, la France et le Royaume-Uni proposant de placer l'armée de l'ONU sous le commandement des Etats-Unis.³⁴
- 35 La guerre se prolonge et les nordistes sont contraints de poursuivre le gouvernement de Yi Sŏngman jusqu'au réduit de Pusan. Le 15 septembre 1950, l'ONU débarque à Inch'ŏn, près de Séoul, sur les arrières de l'armée populaire. Prise en tenaille entre les forces débarquées à Inch'ŏn et celles parties de la poche de Pusan, l'armée de la RPDC se débande. C'est alors qu'intervient la seconde négation du 38^e parallèle.
- 36 Dès le 5 octobre, les premières unités sud-coréennes ont poursuivi l'adversaire de l'autre côté de la dyade. Yi Sŏngman avait d'ailleurs prévenu dès le 18 septembre depuis Pusan, que « l'armée sudiste ne s'arrêterait pas [au] 38^e parallèle », exprimant ainsi son ambition d'unifier la péninsule par les armes, comme il le promettait depuis 1948. Le ministre des Affaires étrangères sud-coréen, Im Pyŏng-Sik, avait déclaré lors d'une visite à Tokyo que le peuple coréen espérait ardemment que les forces de l'ONU pacifieraient la Corée du Nord, ajoutant que tant que cette ligne existerait, on ne saurait espérer de paix en Asie³⁵. Cette attitude s'accordait avec les plans définis dès le 11 septembre 1950 : le Conseil national de Sécurité étasunien avait recommandé au général MacArthur de préparer des plans pour l'occupation de la RPDC (Fontaine, 1967, p.23-24). Il avait été décidé dès le 12 septembre, que MacArthur, serait autorisé à mener des opérations au nord du 38^e parallèle, mais en limitant expressément le théâtre des opérations à la seule péninsule de Corée, avec une stricte interdiction de franchissement des frontières de la Chine ou de l'URSS (MacArthur, 1965, p.267). La volonté de conquérir le nord et de supprimer la menace contre le gouvernement de Séoul, était donc déjà en gestation à la fin de juin 1950

³⁶.

- 37 Le 21 septembre, le président Truman déclara que c'était à l'ONU et non au gouvernement étasunien, qu'il appartenait de décider si les forces de son pays en Corée devaient ou non poursuivre les forces nord-coréennes au-delà du 38^e parallèle. Or, les membres de l'ONU semblaient épouser les vues étasuniennes. Le 27 septembre, le colonel Katzin, représentant de Trygve Lie³⁷, dans un entretien avec l'ambassadeur français au Japon, était fortement convaincu de la nécessité pour l'ONU de réaliser l'unité de la Corée. Revenir à la situation antérieure étant un aveu d'impuissance aux répercussions funestes en Asie.³⁸
- 38 Cependant, l'ambassadeur étasunien à l'ONU s'employait à convaincre les autres délégations, affirmant que le Commandement unifié de l'ONU était déjà autorisé par les résolutions des 25 et 27 juin à poursuivre des opérations militaires en Corée du Nord.³⁹
- 39 Le 1^{er} octobre, MacArthur invita le commandant en chef des forces nord-coréennes à cesser le combat : l'appel resta sans réponse, ouvrant la voie au franchissement de la ligne. Le 3 octobre, la ville de Yangyang, à 9 km de la frontière, fut occupée par les sudistes⁴⁰. Le 7, les premiers soldats des Nations Unies franchirent à leur tour le 38^e parallèle. A cette date, les unités sud-coréennes avaient progressé profondément dans le territoire nord-coréen, dans les montagnes et le long de la mer de l'Est (mer du Japon).
- 40 Le même jour, alors que l'Assemblée générale de l'ONU approuvait le franchissement du 38^e parallèle, Ernest Bevin (1881-1951)⁴¹ déclarait à New York : « Il ne peut exister des Nord-coréens et des Sud-coréens, il n'y a que des Coréens » (Delmas, 1982, p. 85) faisant écho à un discours de Warren Austin⁴² (1877-1962) affirmant que la limite artificielle du 38^e parallèle n'avait aucune base d'existence, ni sur le plan juridique, ni sur le plan du bon sens » et qu'il ne devait pas être permis aux forces de l'agresseur de se réfugier derrière une ligne imaginaire.⁴³
- 41 Le 20 octobre, Pyongyang fut prise. L'offensive finale de MacArthur se déclencha alors pour terminer la guerre avant Noël. Les Etasuniens et leurs alliés heurtèrent, en novembre, les premières unités de l'armée des volontaires chinois (*zhiyuànjùn*) arrivant au secours de Kim Il-sŏng. L'armée de l'ONU fut contrainte à une piteuse retraite devant la poussée chinoise et la rigueur de l'hiver coréen. MacArthur, qui avait ignoré tous les rapports relatifs aux concentrations de troupes chinoises, annonça le début d'une guerre totalement nouvelle en Corée. Le 4 décembre, Pyongyang fut évacuée et Séoul, un mois plus tard. Les Chinois s'enfoncèrent de plus de 40 kilomètres en territoire sudiste avant que les Onusiens, sous la conduite du Général Ridgway, ne stabilisent la situation et ne reconquièrent le terrain perdu. Le front rejoignit le 38^e parallèle et s'enterra dans une guerre de positions, tandis que des négociations difficiles s'ouvraient d'abord à Kaesŏng, puis à P'anmunjŏm.
- 42 Ainsi, les deux Etats coréens revendiquant une souveraineté sur toute la péninsule étaient nés, puis logiquement affrontés pour reprendre leurs « territoires perdus ». La négation réciproque de la frontière, qui témoignait aussi de la non-reconnaissance du gouvernement adverse, déboucha sur la redéfinition de la ligne partageant la péninsule.

La DMZ : barrière et lieu de tensions.

- 43 Le 27 juillet 1953, un armistice fut enfin signé entre les forces de l'ONU et les Sino-Nord-coréens. Yi Sŏngman, frustré de la victoire, inquiet de l'impossibilité de réunification en

cas de paix, refusa de signer et tenta de saboter les ultimes négociations en relâchant des prisonniers nord-coréens reclassés « civils ».

- 44 La ligne de démarcation, marquée par de simples panneaux en 1945, renforcée de postes d'observation changea de nature en 1953. Le tracé frontalier fut profondément modifié. La péninsule d'Ongjin, au Sud de la province de Hwanghaedo, position indéfendable et source d'incidents nombreux avant-guerre, fut abandonnée. La ville de Kaesŏng, épargnée par les combats grâce à la tenue de pourparlers dans son voisinage, passa au nord. Au nord-est, ce fut Chorwŏn qui fut gagnée par le Sud. Les derniers combats de 1952 et 1953 ont été surtout livrés en vue de gagner des positions défensives acceptables. Au sud-est de la Corée du Sud, le nouveau tracé s'avance ainsi au nord du 38^e parallèle, du fait des ordres de Yi Sŏngman pour s'emparer du plus vaste territoire possible dans cette région où l'armée coréenne était moins subordonnée au commandement allié.
- 45 Ainsi, sans effacer l'amertume d'un armistice sans victoire ni réunification, ni même remplacer les territoires perdus, la « libération » croisée des territoires « gagnés » sur l'ennemi offrait des trophées consolatoires des souffrances endurées pendant la guerre.
- 46 Le texte de l'armistice prévoyait le retrait de toutes les troupes à deux kilomètres de chaque côté de la frontière. Ainsi se constitua une zone de quatre kilomètres de large, baptisée DMZ (DeMilitarized Zone), totalement vide. La frontière est donc constituée d'une démarcation militaire, ou MDL (Military Demarcation line), qui suit l'ancien front, devenue frontière, et par la DMZ, zone largement minée, avec plus d'un million de mines. Plus au sud, la zone de contrôle civil (min'ganin t'ongje chiyŏk) est une marche dans laquelle le séjour des civils sont gouvernés par des règles strictes.
- 47 La DMZ court sur 248 km, sur un tracé assez proche du 38^e parallèle, créant une sorte de réserve naturelle en friche, totalement abandonnée par les hommes, sauf quelques patrouilles. Au nord et au sud de la DMZ, des clôtures, des lignes de barbelés, des tranchées tracent un paysage géomilitaire symétrique (Foucher, 1991, p. 434-435), scandé de loin en loin par des miradors et des observatoires reliés par une rocade de patrouille.
- 48 Panmunjŏm, sur les lieux mêmes des négociations d'armistice, a longtemps été l'unique point de contact sur la DMZ. Les barraques s'y visitent sous une surveillance attentive. Cette enclave connue sous le nom de Joint Security Area (Kongdong gyŏngbiguyŏg) est desservie par une route unique qui s'enfonce dans la DMZ. C'est là qu'en 1953 les prisonniers de guerre furent échangés et que diverses personnes ont été rapatriées (équipage du navire-espion USS Pueblo, arraisonné dans les eaux internationales en 1968⁴⁴). Cette zone de contrôle commun comprend les barraques des négociations, où se réunissent encore les différentes commissions mixtes, et divers bâtiments, guérites et installations.
- 49 La DMZ a connu, à la fin des années 1960, des incidents répétés, douloureux et meurtriers. Alors que la guerre du Vietnam battait son plein, la frontière intercoréenne fut le théâtre de très sérieux incidents. Les Nord-coréens ont sans doute souhaité soulager les Nord-Vietnamiens et attirer l'attention sur une Corée du Nord en se posant en champion du monde communiste.
- 50 Le 17 janvier 1968, un commando de la RPDC parvint à s'infiltrer dans le sud avant de tenter d'abattre le président Park Chung-hŭi (1917-1979). La stratégie d'infiltrations de la Corée du nord se traduit aussi par de nombreux échanges de tirs à travers la DMZ. En 1967, il y avait eu 566 infiltrations et 122 soldats de l'ONU tués, mais durant les 26 premiers jours de 1968, pas moins de 66 incidents entraînant la mort de 36 personnes

furent notés. En 1968, la marine de la RPDC captura plus de 115 navires de pêche sud-coréens et 1139 pêcheurs (Cho, 1969). Ces incidents ne furent pas des opérations isolées, et les incidents se poursuivirent avec une moyenne d'une vingtaine d'incidents de gravité variable. La persistance de ces incidents démontre l'existence d'une hostilité continuée. Les chiffres sont probants : de 1964 à 2007, 370 militaires et 181 civils sud-coréens, 82 militaires étasuniens et 872 Nord-coréens ont été tués dans les incidents survenus de part et d'autre de la frontière (Quisefit, 2011). Or, cette «seconde guerre de Corée» s'inscrit dans une logique de *guerre contenue* qui n'a pas dégénéré en véritable conflit. Les incidents se sont ces dernières années déplacés en direction de la ligne de partage des eaux territoriales de la Mer Jaune.

Les tensions maritimes récentes

- 51 Les tensions maritimes intercoréennes en Mer Jaune tiennent à trois facteurs principaux : l'exigüité des eaux territoriales nord-coréennes et la non-reconnaissance de la Northern Limit Line (NLL) (Quisefit, 2012, p. 114) par la RPDC, la richesse de ces eaux en ressources halieutiques et particulièrement en crabe bleu, l'organisation d'exercices navals de « rétorsion » en réponse aux essais nucléaires et balistiques de la Corée du Nord.
- 52 La NLL a été dessinée en août 1953 par l'ONU, en se fondant sur le calcul des eaux territoriales, comme une ligne à ne pas franchir en direction du Nord, afin d'éviter les incidents.
- 53 En 1973, la RPDC protesta contre la NLL, précisant que les cinq îles du nord-est⁴⁵ étaient situées dans les eaux territoriales nord-coréennes. Les mouvements des navires sudistes dans la zone réclamaient une autorisation de Pyongyang bien que l'autorité directe de Séoul sur ces îles ne soit pas contestée.
- 54 En 1977, la RPDC affirma ses droits sur une zone économique exclusive (ZEE) de 200 miles nautiques (370 km), conformément au droit international, et proclama l'établissement d'une zone de sécurité militaire (Haesang gunsung bungye) de 50 miles nautiques (92 km).
- 55 Cette zone était supposée garantir la ZEE mais aussi défendre militairement les intérêts maritimes et la souveraineté nationale de la RPDC.
- 56 La proclamation unilatérale de cette zone de sécurité par le nord engendra divers incidents impliquant des navires de pêche, parfois escortés de patrouilleurs nordistes. Des incidents majeurs survinrent en juin 1970, février 1985, juin 1999, 2002, 2004, mai et novembre 2010. La présence récurrente du mois de juin s'explique ici par la saison de pêche au crabe bleu, activité génératrice de devises pour la RPDC.
- 57 Le 26 mars 2010, la corvette sud-coréenne Chōnan sombra au large de l'île de Paengnyōngdo au sud de la NLL (Quisefit, 2011). Le 20 mai de la même année, l'enquête de la commission d'enquête internationale concluait, malgré les dénégations de Pyongyang, à la responsabilité nord-coréenne, sur la foi de débris de torpilles retrouvées sur le lieu du naufrage.
- 58 Le 9 août 2010, la RPDC procéda à un tir d'artillerie à l'intérieur de ses eaux territoriales au cours d'un exercice naval allié dans la zone de la NLL, Pyongyang promettant d'infliger une sévère punition aux envahisseurs.
- 59 Ces manœuvres navales sont des démonstrations de force visant à convaincre la RPDC de la puissance supérieure des armées étasunienne et sud-coréenne. Menées à portée de tir

des côtes nord-coréennes, elles peuvent aussi masquer des tentatives de débarquement en force. La répétition de ces exercices, dans un contexte d'hostilité croissante, provoqua une crise majeure. A la mi-novembre, la RPDC demanda en vain l'arrêt de l'exercice Hoguk (Patrie). Le 23, la RPDC bombardarda l'île de Yŏnpyŏng, provoquant des dégâts matériels et des pertes humaines (4 morts, 19 blessés), suscitant l'indignation internationale mais l'arrêt des manœuvres.

- 60 La RPDC ne remet pas en question la souveraineté du Sud sur ces îles et propose des chenaux de navigation. Le Sud ne peut se résoudre à accepter la ligne de défense de la RPDC, qui non seulement rapprocherait dangereusement les flottes nordistes, mais lèserait grandement ses pêcheurs. La déclaration finale du sommet intercoréen de 2007 annonçait la volonté commune de « travailler étroitement afin de mettre fin aux affrontements militaires, réduire les tensions et garantir la paix » (Quisefit, 2012). Si la question de la NLL n'était pas directement soulevée, la déclaration prévoyait la mise en place d'une « zone spéciale de paix et de coopération » (Quisefit, 2012) en Mer Jaune, avec la création d'une zone économique spéciale, l'utilisation du port de Haeju et une utilisation conjointe de l'estuaire du fleuve Han. Le 25 février 2008, l'élection du président Lee Myung-Bak, marquait une rupture significative dans les relations inter-coréennes, en suspendant la possibilité de négociation et de coopération avec Pyongyang à l'abandon par le Nord de son programme nucléaire. Séoul arrêta de fournir toute aide à Pyongyang, fermant la voie à de plus amples négociations (Quisefit, 2011).
- 61 L'étude des incidents dans le long terme démontre des phases d'extrême hostilité (années 1960-1970), suivies d'une résorption des tensions, aussi bien terrestres que maritimes, dans les années 1990 et surtout 2000.

Conclusion

- 62 « Une Corée divisée fut le prix demandé, qui fut payé par l'entrée de l'Armée rouge dans la guerre contre le Japon »⁴⁶. Certes, la formule est aussi puissante que réductrice. La Corée fut en effet divisée en raison de trois facteurs principaux, à savoir:
- La nécessité de régler le désarmement des troupes japonaises en Corée ;
 - la volonté de conserver un ancrage sur le continent et d'éviter une mainmise russe totale sur la Corée (Kim, 1984) ;
 - la mise en place de systèmes d'administration antagonistes, calqués sur les modèles doctrinaux des deux Grands, qui modelèrent le profil idéologique des deux zones d'occupation.
- 63 Washington ne pouvait laisser les Russes s'emparer d'autre chose que de miettes insignifiantes (Sakhaline, les Kouriles), faute de quoi, il faudrait céder le Japon. L'archipel nippon avec ses industries et son potentiel humain, ne devait en aucun cas tomber aux mains des Soviétiques, et la partition de la Corée, fut finalement l'aboutissement d'un long processus initié par l'imposition de la cotutelle et par le refroidissement général des relations entre l'URSS et les Etats Unis.
- 64 La dyade coréenne, d'abord ligne provisoire mollement gardée par des gardes étasuniens et soviétiques restait relativement perméable et se franchissait dans le sens nord-sud, aussi bien par les délégués russes de la commission mixte allant siéger à Séoul que par des rapatriés de Mandchourie⁴⁷ ou des exilés anticommunistes.

- 65 Avec l'établissement de deux Etats coréens antagonistes, la frontière fut le théâtre de coups de main et d'infiltrations avec un pic en 1949, en relation avec les guérillas du sud.
- 66 Si la guerre de Corée vit la double négation de la frontière coréenne, non seulement par les deux Etats coréens, mais encore par leurs alliés, l'après-guerre fut l'occasion de la mise en place d'une barrière militarisé, contourné par des tunnels et par les raids de commandos nordistes au sud.
- 67 En 1953, les puissances dominantes des forces coalisées imposèrent aux deux Etats coréens le tracé d'une nouvelle métafrontière (Foucher, 2007) qui rectifiait la ligne précédente, offrait des perspectives défensives plus solides et concrétisait un modus vivendi planétaire. La tension régionale consécutive à la guerre du Vietnam se traduisit par un pic d'hostilité, qui retomba avec la normalisation des relations entre Washington et Pékin après 1973. Cependant, la dyade coréenne restait une zone sensible. La découverte, de 1974 à 1990, de quatre tunnels d'infiltration nord-coréens fut une fâcheuse surprise qui exigea l'installation de senseurs telluriques. Depuis, la zone est balayée par différents capteurs, lunettes infrarouges et autres dispositifs, high-tech ou très artisanaux. De nos jours, la DMZ, ressemble à un «désert des Tartares», routinier et paisible. Les militaires demeurent vigilants et les contrôles de sécurité stricts. Les paysans qui exploitent le célèbre riz de la DMZ, dans la zone de contrôle civil, travaillent paisiblement, sous le contrôle attentif de l'armée. Si la frontière est hermétiquement fermée sur l'essentiel de son tracé, des avancées significatives ont rendu la frontière plus perméable. Certes, il s'agit encore d'une porosité asymétrique, aux franchissements très contrôlés.
- 68 La barrière coréenne devient une zone frontalière d'échanges, ce qui ne peut qu'apaiser les tensions. Ainsi, sans se départir d'une asymétrie profitant à la Corée du Sud, visites touristiques et échanges ont permis, entre 1998 et 2008 à 2 millions de touristes et 500 000 voyageurs pour affaires de visiter le Nord (Gelézeau, 2012, p.62). La zone industrielle de Kaesŏng, à 10 km au nord de la DMZ, est le fruit de la Sunshine Policy lancée en 1998 par le Président Kim Dae-Jung. Ce processus de de-bordering (Popescu, 2012) a favorisé la création du parc industriel intercoréen de Kaesŏng (Kaesŏng kongŏp chigu), heureuse conséquence d'une trop rare coopération entre les deux Etats. Situé à 10 km au nord de la frontière, il est directement accessible par route et rail depuis la Corée du Sud. La construction commença en juin 2003, et le parc fut inauguré en décembre 2004⁴⁸. Plus de 120 entreprises sud-coréennes emploient 50000 Nord-coréens et réalisent un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de dollars⁴⁹. 400 Sud-Coréens franchissent journallement la frontière pour travailler, totalisant un million de passages de 2003 à 2012⁵⁰, bien que cette ouverture ne soit qu'interstitielle (Gelézeau, 2011, p.236) et pour l'heure, intermittente. Au sud de la ligne de contrôle civil, la ville de P'aju connaît un large développement avec le retrait partiel des militaires, l'implantation de nombreuses maisons d'édition et le transfert de sections de deux universités prestigieuses, Sogang et Ehwa, tandis que divers pôles industriels naissent çà et là.
- 69 La situation actuelle de tension place P'aju aux avant-postes face à la RPDC. La mise en place d'un climat de véritable confiance et de coopération prendra du temps, et peut limiter certains développements. Toutefois, en dépit des tensions, le fonctionnement du parc industriel de Kaesŏng n'a été remis en question qu'en avril 2013, suspendant la coopération économique des deux Etats et hypothéquant à court terme l'avenir de la région industrielle émergente du centre-ouest, organisée autour des pôles Kaesŏng-P'aju, mais divisée par la DMZ⁵¹. Le parc des Monts de Diamant, fermé en 2008, fait

actuellement l'objet de négociations en vue d'une réouverture, de même que la zone franche de Kaesŏng.

- 70 La DMZ ferme presque totalement le passage en direction du sud. Seuls certains ministres et délégués de la RPDC ont été invités à Séoul notamment lors des commémorations de la victoire contre le Japon ou de négociations. La porosité de la barrière reste donc très partielle et sévèrement contrôlée, les politiques technologiques prudentes et conservatrices. S'il faut aux délégués officiels et aux experts techniques des autorisations spéciales pour passer d'une Corée à l'autre, la barrière reste infranchissable au quotidien. Le 38^e parallèle est autant frontière militaire que barrière prophylactique, destinée à empêcher la contamination idéologique. Pour la RPDC, le mur-frontière est tout autant un outil de contention empêchant la fuite des opposants politiques et des migrants économiques, obligés de contourner le mur via la Chine ou la mer.
- 71 Si l'accession au pouvoir de Kim Jŏng-ŭn à Pyongyang a suscité un espoir de changement dans la péninsule, les sanctions et menaces prises contre les essais balistiques et nucléaires de la RPDC ont ajourné cette espérance. Les exercices étasuniens sont des provocations pour la RPDC. Si la flotte soviétique de la guerre froide avait fait de telles démonstrations entre Cuba et la Floride, le monde aurait certainement basculé dans le conflit planétaire qu'il n'a fait qu'entrevoir en 1962. En Corée, les distances et les superficies sont extrêmement réduites et le danger d'escalade réel, malgré la contention calculée de l'hostilité par les deux acteurs coréens en présence. Le mois de mars 2013 a été tendu du fait de l'essai nucléaire nordiste de février et des exercices militaires de rétorsion des alliés, l'US Air Force déployant des bombardiers stratégiques.
- 72 Entre provocations croisées, logorrhée et démonstrations de force, le cycle action-réaction-exaspération est pour le moment contenu ; il reste confiné à une triple provocation-sanction-gesticulation. La solution ne peut être que politique et économique. Le succès de la politique d'engagement menée à Kaesŏng semble le prouver : malgré la gravité des crises survenues, la coopération industrielle n'a été que ralentie, et non remise définitivement en question. Ce processus n'exclut ni le conflit et la contradiction, ni la vigilance. Apaisement ou escalade, la dyade coréenne est un espace de communication aux ressorts complexes et aux acteurs parfois non étatiques⁵². Ce dialogue, toutefois, n'est pas obligatoirement pacifique et les rhétoriques guerrières ont encore de belles perspectives devant elles.
- 73 Alors que la barrière coréenne entre dans une nouvelle phase avec l'installation de dispositifs de combat et de surveillance robotisés⁵³ dans son compartiment méridional, la découverte de dossiers secrets sur les dispositifs militaires frontaliers, oubliés dans un couloir du Parlement sud-coréen a suscité en juin 2012 des émotions compréhensibles à Séoul⁵⁴.
- 74 Premier rempart et lieu d'affrontement, espace de communication et de propagande, d'échanges modérés et d'infiltrations, la métafrontière coréenne connaît des phases caloriques⁵⁵ plus ou moins prononcées, selon l'intensité des frictions ou des coopérations. En ce sens, elle constitue un baromètre des relations intercoréennes.
- 75 Au point de contact de quatre puissances majeures, la Corée offre un cas stimulant de jeux de forces polarisées qui s'attirent et se repoussent, se déclinant sur un triple jeu d'échelle. La question de la frontière coréenne se décline en effet sur trois échelles gigognes, que sont les dimensions locale, régionale et globale /planétaire. La dimension proprement nationale s'articule dans la région, mais l'influence d'acteurs globaux tels

que les Etats-Unis, l'intègre à une dimension planétaire qui prend un sens nouveau avec les récents développements de l'armement nord-coréen (missiles et armes atomiques), quand bien même sa capacité serait surévaluée. Les deux Etats coréens demeurent, en dépit de leur libre arbitre, acteurs et victimes de la politique de marche extérieure de la Chine et des Etats-Unis. La Corée reste encore un point de friction entre empires, un amortisseur comme un générateur de tensions. La dyade coréenne est ainsi le point de contact de forces divergentes et opposées, lieu de coopérations limitées et de tensions régulières, soudaines ou prévisibles. C'est une frontière en devenir, un nœud de tension et un espace de coopération (Gelezeau, Delissen, de Coester, 2013) où les deux Corée se cherchent et se déchirent.

BIBLIOGRAPHIE

[Collectif], 1950, *L'Année Politique*

[Collectif], 1983, *Hanguksaron* (Review of Korean History), n°10, « *Taehan min'gukimsi Chŏngbu* », Seoul National University.

[Collectif], 1993, *Nuga Chosŏn chŏnjaeng-ŭl irŭk'yŏssnŭnga*, (*Qui a mené à la guerre de Corée?*), Pyongyang, *Sahoekwahak ch'ulp'an-sa*.

[Collectif], 1993, *Ryŏksaga pon chosŏn chŏnjaeng*, (*La guerre de Corée dans l'Histoire*), Pyongyang, *Sahoekwahak ch'ulp'an-sa*.

BAJANOV, E, 1996, "Assessing the Politics of the Korean War, 1949-1951", *Cold War International History Project Bulletin*, issues 6-7, Winter 1995-1996, Washington D.C., *Woodrow Wilson International Center for Scholars*.

CHO B.-n, 1992, *Kim Ku ŭi saengae wa tongnip undong* (*La carrière de Kim Ku et le mouvement d'Indépendance*), *Tongnip kinyŏm-gwan, Tongnip undong-sa yŏn'gu-so*, (*Mémorial de l'indépendance, Centre de recherche sur le mouvement d'indépendance coréen*).

CHO S-S, 1969, "North and South Korea: Stepped-Up Aggression and the Search for New Security", *Asian Survey*, Vol. 9, n° 1, *A Survey of Asia in 1968: Part I (Jan.)*, pp. 29-39.

CHUNG, I-s, 2002, *Korean Question in the United Nations*, Séoul, *Sŏul National University Press*.

CUMINGS, B., 1979, « *Political Participation in Liberated Korea : Mobilization and Revolt in the Kyongsang Provinces, 1945-1950* », *The Journal of Korean Studies*, vol. 1, p. 201.

DELMAS, Cl., 1982, *Corée 1950 : Paroxysme de la Guerre Froide*, Bruxelles, *Complexe*.

DONGGIL, K., 2011, « *Stalin's Korean U-Turn: The USSR's Evolving Security Strategy and the Origins of the Korean War* », *Seoul Journal of Korean Studies* no 24, p. 89-114.

DUNN J. K., 1944, "Korea Seeks Recognition", *Far Eastern Survey*, Vol. 13, No. 21 (Oct. 18), pp. 198-199.

FONTAINE, A., 1967, *Histoire de la guerre froide*, 2 vol., Paris, *Fayard / Seuil*.

FOUCHER M. 2007, *L'obsession des frontières*, Paris, *Perrin*.

FOUCHER M., 1991, *Fronts et frontières*, Paris, *Fayard*.

- FUNK, A., 1995, *De Yalta à Potsdam*, Bruxelles, Complexes.
- GELEZEAU, V., 2010, "Beyond the "Long Partition" –from divisive geographies of Korea to the Korean "meta-culture", *European Journal of East Asian Studies*, 9-1, pp. 1-24.
- GELEZEAU, V., 2011, «The Inter-Korean Border Region – 'Meta-Border' of the Cold War», in Doris Wastl-Walter (dir), *The Ashgate Research Companion to Border Studies*, Farnham, UK, Ashgate Pub. Ltd, pp. 325-350.
- GELEZEAU, V., 2012, «La dernière frontière», *L'Histoire* no 385, p. 62.
- GELEZEAU, V., DELISSEN, Alain, DE COEUSTER Koen (eds), 2013, *De-Bordering Korea : Tangible and Intangible Legacies of the Sunshine Policy*, New York, Routledge.
- GOTTMAN, J., 2007, *La politique des Etats et leur géographie*, Paris, Editions du CTHS.
- GREY, A., 1951, "The Thirty-Eighth Parallel", *Foreign Affairs*, April 1951, vol. 29 n°3, pp. 482-487.
- HU, H-l., 1953, *Le problème coréen*, Paris, Pédone. JOYAUX F., 1985, *La nouvelle question d'Extrême-Orient*, 2 vols. : Vol. 1, "L'ère de la guerre froide (1945-1959)", Paris, Payot.
- KAJIMURA, S., 1988, *Han'guk Hyöndaesa-yön'gu I (Recherches sur l'histoire contemporaine de la Corée)*, Séoul Isönggwahyönsil-sa.
- KIM C-H, 2001, *The Korean DMZ – Reverting beyond Division*, Seoul, Sohwa.
- KIM H-J, 1994, "Russian Archives on origins on the Korea War », *Shin Dong-A wolgan*, Söul, sept. 1994, p. 28, (*Korea Focus*, vol. 2, no 5, septembre- octobre 1994, pp. 22-31.
- KIM, S-Y, 2009, *American Diplomacy and Strategy toward Korea and Northeast Asia, 1882–1950 and After Perception of Polarity and U.S. Commitment to a Periphery*, New York, Palgrave MacMillan.
- MACARTHUR, D., 1965, *Mémoires*, Paris, Presses de la Cité.
- MATRAY, J., 1981, «Captive of the Cold War: The Decision to Divide Korea at the 38th Parallel», *Pacific Historical Review*, Vol. 50, No. 2 (May, 1981), pp. 145-168.
- MCCUNE, G., 1948, « The Korean Situation", *Far Eastern Survey*, Vol. 17, n°17. (Sept. 8,)
- MICHISHITA, N., 2010, *North Korea's Military-Diplomatic Campaigns, 1966–2008*, London & New York, Routledge.
- NATIONAL UNIFICATION BOARD, 1981, *An Anthology of Selected Pieces from the Declassified Files of Secret U.S. Materials on Korea Before and During the Korean War*, National Unification Board, Séoul.
- PARK C-H., 1978, "The 50-Mile Military Boundary Zone of North Korea", *The American Journal of International Law*, Vol. 72, No. 4 (Oct., 1978), pp. 866-875.
- POPESCU, G., 2012, *Bordering and Ordering the Twenty-First Century*, New York, Rowman and Littlefield Publishers.
- QUISEFIT, L., 2002, « Le gouvernement Provisoire de Shanghai et la naissance des « forces armées coréennes libres » (1919-1940), in *Cahiers du CEHD* n° 18, "Histoire des Rapports Politico-militaires II ", Vincennes, Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense, pp. 115-146.
- QUISEFIT, L., 2009, « Dérapages, exaspération, récupération : l'insurrection de Cheju-do (Corée 1948)», in : Frédéric Rousseau / Burghart Schmidt (eds.), *Les « Dérapages » de la Guerre du XVIème siècle à nos jours / Kriegsverbrechen vom 16. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Hamburg, Dobu Verlag.
- QUISEFIT, L., 2011, «les Tensions en Mer jaune», in B. Badie et D. Vidal, *Nouveaux acteurs, nouvelle donne*, L'état du Monde 2012, Editions la Découverte, Paris, pp. 211-216.

QUISEFIT, L., 2012, « la péninsule de Corée entre « paix armée » et « guerre endémique » : réflexion sur les définitions de paix et de guerre appliquées au cas coréen, de 1948 à nos jours », in I. Chave (dir), *Faire la guerre, faire la paix : approches sémantiques et ambiguïtés terminologiques*, édition électronique, Paris, Ed. du CTHS.

ROHRIG, T, 2009, "North Korea and the Northern Limit Line", *North Korean Studies*, spring, p. 8-21.

RUSK, D., 1990, *As I saw it*, New York & Londres, W.W.Norton.

SHIN B.-R., 1990, *Han'guk bundan-sa yŏn'gu* (*Recherches sur la partition de la Corée*), Séoul, Han'ül Ak'ademi.

SHIN B.-R., 2002, *Han'guk-sa saero bogi* (*Nouveaux regards sur l'histoire coréenne*), Séoul, P'ulpit'.

SO J.-C., 2008, *Han'guk chŏnjaeng öttöke ir^önassna* (*Comment la guerre de Corée est arrivée*); *P'aju* (*Corée du Sud*), *Han'guk haksul jöngbo*.

YI M.-H, 1992, *Kim Kyu-sik üi saengae wa minjok undong*, (*La carrière de Kim Kyu-Sik et le mouvement national*), *Tongnip kinyöm-gwan han'guk tongnip undong-sa yŏn'gu-so* (*Mémorial de l'Indépendance*).

YI, Hong-jik, 1997, *SaeKuksaSajön*, Séoul, Ch'op'an.

YOKSAHAK, Yŏn'gu-so, 1996 (1995), *Kangchwa Han'guk künhyöndaesa* (*Cours d'histoire contemporaine de la Corée*), Séoul

NOTES

1. La Corée du Sud possède 99000 km², la Corée du Nord couvrant 122000 km², soit 221000 km² pour l'ensemble de la Corée.
2. De 1944 à 1947, le général George A. Lincoln (1907-1975) fut à la tête du Strategy & Policy Group, et de la Division des Opérations (Operations Division), à l'Etat-major du Ministère de la Défense.
3. *Han'gukchöngch'ioegyosahakhoe*, *Han'guk oegyosa II*, Chimmundang, Séoul, 1995, p. 263.
4. James V. Forrestal (1892-1949), Secretary of the Navy (1944-1947) et Defense Secretary (1947-1949).
5. Cette classe politique existait pourtant déjà.
6. Des unités du Commonwealth participèrent brièvement à l'occupation du Japon. (MAE, Asie-Océanie, Japon, 1944-1955, cartons 12-14).
7. Conseiller personnel de Roosevelt, puis de Truman.
8. En coréen, *Inmin konghwaguk*.
9. Réfugié à Chongjing, chez Jiang Jieshi durant la guerre.
10. Elle réunissait les ministres des Affaires étrangères alliés.
11. Pourtant, la ligne était gardée et les clandestins traversaient de nuit, en échappant aux sentinelles russes. Témoignage de Kim O-S, (entretiens, été 2006).
12. Terentii Shtykov fut délégué soviétique à la commission puis ambassadeur d'URSS en RPDC.
13. MAE, Asie-Océanie, 1944-1955, Corée, carton n° 1, f. 85.
14. *Notes et études documentaires*, n° 754, 1^{er} novembre 1947, p. 13.
15. Sur le détail de ces négociations, voir Hu, 1952, p. 81 sq.
16. A cette date, aucune loi ne considère ce type de visite comme un crime contre l'Etat coréen. La loi sud-coréenne sur la sécurité nationale (*Kukka Poanpöp*), adoptée en 1948, comprend diverses clauses condamnant les voyages en RPDC, sauf autorisation particulière.
17. Kim Du-bong avait participé à Shanghai au Gouvernement provisoire de la République de Corée, avant de se rapprocher de Mao et des communistes chinois.

18. Sur les débuts de la guérilla, voir MAE, Asie-Océanie, Corée, carton n° 17, f. 124.
19. U.S. State Department, [Ambassadeur] John Muccio pour le Secrétaire d'Etat, 13 sept. 1949, cité par Cumings, 1979, p. 201.
20. MAE, Asie-Océanie, Japon, n° 13, f. 286.
21. MAE, Asie-Océanie, Japon, n° 13, f. 286.
22. MAE, Asie-Océanie, Corée, n° 17, f. 349, rapport de Tokyo en date du 15 mai 1950
23. MAE, Asie-Océanie, Japon, n° 12, rapports de l'attaché militaire français.
24. Non sans laisser en Corée de nombreux conseillers militaires.
25. Le KMAG: *Korea Military Advisors Group*.
26. Résolution 195 (III), Assemblée Générale, 187e session plénière, 12 décembre 1948 (Chung, 2002, p. 10-12).
27. Voir la traduction du discours radiodiffusé par Pyongyang le 25 juin, accusant le Sud d'avoir attaqué le Nord. (FRUS, 1950, vol. VII, p. 132). Et aussi *Dans le feu de la guerre*, Editions en langues étrangères, Pyongyang, 1988, p. 1 ; *Nuga Chosŏn chŏnchaeng.ül ilük'yŏssnŭnga* (Qui a déclenché la guerre de Corée ?), Pyongyang, 1993 ; et *Ryŏksaga pon chosŏn chŏnchaeng* (La guerre de Corée vue à travers l'histoire), Pyongyang, 1993.
28. A cette date, les dernières troupes américaines sont encore en Corée du Sud.
29. Yi Sŭngman fut un dirigeant très autoritaire, qui se maintint au pouvoir jusqu'en 1960 avant d'être renversé par un mouvement populaire.
30. «*Maegungno daetongnyŏng*», expression utilisée en RPDC.
31. NB. On est déjà le 26 à Séoul.
32. www.un.org/french et Chung, 2002, p. 252.
33. Résolution 83 du Conseil de Sécurité. Chung, 2002, p. 254.
34. Résolution 84 du Conseil de Sécurité (Hu, 1953, p. 181; Chung, 2002, p. 256).
35. MAE, Asie-Océanie, Corée, carton n° 23, f. 103, Tokyo, 16 septembre 1950.
36. MAE, Asie-Océanie, Corée, carton n° 19, 1^{er} juillet 1950.
37. Secrétaire général de l'ONU.
38. MAE, Corée, carton n° 23, f. 179, Tokyo, 28 septembre 1950.
39. MAE, Corée, carton n° 23, f. 196, New-York du 29 septembre 1950.
40. *Le Monde*, 3 octobre 1950.
41. E. Bevin, Secrétaire du Foreign Office de 1945 à 1951.
42. Ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU.
43. *L'Année Politique*, 1950, p. 218 ; *Le Monde*, 3 octobre 1950, p. 2.
44. Opération Breeches Boy, 23 décembre 1968.
45. Ces îles, occupées par l'ONU pendant la guerre de Corée, étaient des bases de maquis anticommunistes, menant des raids en RPDC.
46. *New York Times*, 29 Sept. 1945, p. 14, 18 Oct. 1945, p. 4, et 20 Oct. 1945, p. 10, cités par Matray, 1981.
47. Témoignage de Kim O-S, été 2006.
48. *Le Monde*, 2 oct. 2006.
49. *KBSworld*, 30 juin 2012.
50. *KBSworld*, 27 juin 2012.
51. *Idem*.
52. Des associations du Sud organisent des actions le long de la DMZ : lâchers de tracts par ballons, propagande par hauts-parleurs, etc.
53. Par ex. la « sentinelle-canon » (*sentrygun*) de Samsung, qui peut tirer des grenades et des balles de 5,5mm. Ces engins sont chacun équipés de radars, de capteurs thermiques, etc., et coûtent 200 000 \$ pièce.
54. Lee Tae-hoon, "Dumped files include DMZ Security details", *Korea Times*, 5 juin 2012.
55. M. Foucher, en 1991, notait l'existence de frontières « chaudes » et « froides ».

RÉSUMÉS

La démarcation du 38^e parallèle nord, imposée par les vainqueurs du Japon en 1945, s'est progressivement muée en véritable frontière. Après la fondation de deux Etats coréens en 1948, cette ligne de séparation devient une véritable frontière, contrôlée militairement, et théâtre d'affrontements. Niée par les deux Etats coréens de 1948 à 1953, elle se transforme en une véritable barrière frontalière, militarisée et fortifiée. Pourtant, les incidents y sont nombreux, le long du tracé, ou plus souvent, à Panmunjom, étroit point de contact où trois armées se font face. Malgré une vingtaine d'incident par an, on doit considérer que, dans une perspective de longue durée, ces épisodes témoignent d'une résorption progressive des tensions observables depuis les pics des années 1960. A l'heure où la frontière coréenne entame une révolution technologique marquée par une robotisation partielle, la création en Corée du Nord d'une zone économique spéciale financée par la Corée du Sud semble une avancée significative, de nature à atténuer la méfiance mutuelle.

The démarcation line of the 38th parallel north, set up by the Allied Powers in 1945, had been gradually transformed into a true border. After the Foundation of the two Korean States in 1948, this line separating Soviet and American competences became a real border wall, under military control, and the place of incidents.

Many border incidents occurred there, along the line, or often, at Panmunjom, a small place where three armies are facing.

In spite of about twenty border incidents or infiltration each year, it is worth to note, , looking backto the 60's, the reduction of tensions there.

Nowadays, the South Part of the Line is the theater of a new revolution in military affairs, through the installation of automatic gun-sentries and other semi-robot. However, the creation of a Special Economic Zone in Gaeseong, north of the Line, with South Korean Investments, seems to be a significant step, able to appease a little the mutual distrust existing.

INDEX

Mots-clés : Corée, 38e parallèle, frontière militaire, incident de frontière, infiltration

Keywords : Korea, 38th parallel, DMZ, military border, border incident, border violation

AUTEUR

LAURENT QUISEFIT

Docteur, Chercheur associé

UMR 8173, Chine Corée Japon (CNRS/EHESS)

lquisefitcor@yahoo.fr